

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 15 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TISSERAND SAINT LOUP

Avenue Jacques Parisot
70800 MAGNONCOURT

Références : S-22-878RP

Code AIOT : 0006205714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022, dans l'établissement TISSERAND SAINT LOUP implanté au Fays des Boeufs 88220 XERTIGNY. L'inspection a été annoncée le 19/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection. Cette année, la visite a été axée sur l'action nationale relatif au plan de gestion des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TISSERAND SAINT LOUP
- Le Fays des Boeufs 88220 XERTIGNY
- Code AIOT : 0006205714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Carrière

La société TISSERAND est autorisée par arrêté préfectoral n° 2342/2016 du 18/10/2016, à exploiter une carrière de granit sur la commune de XERTIGNY.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées, pour la protection de l'environnement, relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée, une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 7.2.2 et 7.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	sécurité - chutes d'arbres	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
1	Garantie financière	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 1.5.1	/	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.3.7	/	Sans objet
3	déclaration production	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 7.3.2	/	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'ecart majeur, vis-à-vis de la réglementation, néanmoins une zone à risque, a été identifiée pour laquelle il convient de prendre les mesures nécessaires pour supprimer ce risque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets. Il a été mis à jour en juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Garantie financière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 1.5.1
Thème(s) : Autre, Garantie financière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières.
Constats : L'acte de cautionnement est échu depuis le 1er mars 2022. La société TISSERAND SAINT LOUP a procédé au renouvellement des garanties financières mais n'en a pas transmis le justificatif à Monsieur le Préfet des Vosges. Une copie de ce nouvel acte a été transmis le jour de l'inspection. Il est valable du 1er mars 2022 au 31 février 2026. Il convient à l'exploitant de transmettre l'acte original à Monsieur le préfet des Vosges.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A – vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'inspection menée n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.3.7
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation a été transmis le jour de l'inspection. Il a été mis à jour le 19/05/2021. Au vu de l'avancement des travaux, la société TISSERAND SAINT LOUP a actualisé le plan en 2021. Le front d'exploitation évolue peu d'une année sur l'autre, limitant la pertinence de la mise à jour annuelle du plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Autre, déclaration GERP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets générés par les activités sur l'année 2021 doit être effectuée au plus tard le 31 mars 2022. Dans le cadre de l'exploitation de carrière, cette déclaration est obligatoire.
Constats : L'exploitant a bien transmis sa déclaration annuelle après une relance. Il convient de rappeler que la déclaration doit être réalisée tous les ans avant le 31 mars.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'instabilité ou d'éboulement des zones de stockage. Il n'a pas non plus été constaté d'envols de poussière, et/ou d'impact sur l'environnement provenant de la zone de stockage des déchets d'extraction inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 7.2.2 et 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, impact sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 7.2.2 : En limite de propriété, le bruit est limité à 70 dB(A). Le bruit ambiant (carrière à l'arrêt) est de 36,6 dB(A), par conséquent, l'émergence est limitée à 6 dB(A) Art . 7.2.3 : Un contrôle des niveaux sonores et de l'émergence est effectué dans les 6 mois qui suivent la mise en exploitation de la carrière et ensuite périodiquement, au moins tous les cinq ans.
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores en limite de propriété et de l'émergence a été réalisée par le bureau d'études Sciences Environnement le 26 septembre 2019. D'après la campagne de mesure, l'exploitant respecte le niveau sonore en limite de propriété et l'émergence au droit des habitations du lieudit "Les Debans" et des habitations du hameau "forgé de la Sémousse". En revanche, l'émergence au droit du hameau "les gouttes" et d'une habitation isolée à l'Est dépasse l'émergence réglementaire. L'émergence mesurée est de 6,4 dB(A) alors que la limite réglementaire est de 6,0 dB(A). L'activité de la carrière est perceptible depuis ces deux zones. Le concasseur mobile semble jouer un rôle dans la dispersion du bruit vers l'Est. L'exploitant propose donc de veiller à positionner le concasseur mobile le plus loin possible du front de taille Ouest. La prochaine campagne de mesure du bruit est prévu courant 2022, cette mesure permettra de vérifier si le déplacement de concasseur a eu un impact sur l'émergence. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le prochain rapport de contrôle dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Seules les terres végétales (5 800 m3) et une partie des terres de découvertes (72 600 m3) sont considérées comme des déchets inertes issues de la carrière. L'exploitant suit les quantités via la plan topographique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.
Constats : les zones de stockage sont en cohérence entre le plan d'exploitation, le plan de gestion et la gestion sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Chaque tir doit faire l'objet d'un contrôle des niveaux de vibrations au niveau des habitations du hameau « les gouttes » au droit de la maison THIEBAUT et maison DEMONE. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, ainsi que les résultats des mesures.
Constats : L'exploitant réalise 3 à 4 tirs par an. Chaque tir fait l'objet d'une mesure de vibration aux droits des maisons THIEBAUT et DEMONE. Le dernier tirs de mines date du 11 février 2022, les vitesses de vibrations pondérées sont inférieures à 1,5 mm/s selon les 3 axes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
Constats : Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation. Il est à noter que seules les terres de découvertes et une partie des terres de découvertes sont considérées comme des déchets inertes issus de l'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Constats : Le plan de gestion contient le lieu d'implantation utilisé pour l'installation de gestion des déchets. Le lieu d'implantation est bien repris dans le plan topographique. Il a également été constaté sur le terrain. Le lieu d'implantation est le même sur les différents support que sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.
Constats : Le plan de gestion définit l'étape d'exploitation responsable de la production des déchets : c'est le décapage : enlèvement des terres végétales et des terres de découvertes. Ces matériaux ne subissent aucun traitement avant leur stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats : Le plan de gestion contient les éléments de description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine. Seules les terres végétales et terres de découverte ont été identifiées comme déchets d'extraction inertes issus de la carrière. L'exploitant n'a pas identifié d'impact de ces matériaux sur l'environnement ou la santé humaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées .
Constats : Le plan de gestion définit les procédures de contrôle et de surveillance proposées. Il s'agit d'une surveillance via la plan d'exploitation et d'un contrôle de terrain visuel régulier réalisé par le chef de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.
Constats : Le plan de gestion contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets. Cette zone définie dans le plan de gestion est en cohérence avec ce qui a été constaté sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : sécurité - chutes d'arbres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, chutes d'arbres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances ..., la sécurité,
Constats : Plusieurs arbres commencent à tomber sur le front taille. Ils présentent un risque de chutes important au niveau de la banquette inférieure. Une photo est jointe en annexe. Il est demandé à l'exploitant de supprimer ce risque sous 1 mois et d'interdire l'accès à la zone tant que le risque est présent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet